

## **Commissions**

### **Affaires sociales**

---

COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

*Président : M. Yvan Mayeur*

➤ **MARDI 7 ET MERCREDI 8 JUIN 2011**

GROUPE DE TRAVAIL SPECIAL SUR LE HARCELEMENT AU TRAVAIL

(Rapporteurs : Mmes Valérie De Bue et Miranda Van Eetvelde).

- La commission a décidé de passer en revue le tableau établi par les services et le SPF ETCS et chaque groupe s'est exprimé sur les différents points de celui-ci.

Prochaine réunion : mardi 14 juin 2011.

### **Economie**

---

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE, DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE, DE L'ÉDUCATION, DES INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES ET CULTURELLES NATIONALES, DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE

*Président : Mme Liesbeth Van der Auwera*

➤ **MARDI 7 JUIN 2011**

Projets de loi joints :

- Projet de loi relatif à la protection des consommateurs en matière de contrats d'utilisation de biens à temps partagé, de produits de vacances à long terme, de revente et d'échange, n° 1458/1.

- Projet de loi modifiant la loi du 11 avril 1999 relative à l'action en cessation des infractions à la loi relative aux contrats portant sur l'acquisition d'un droit d'utilisation d'immeubles à temps partagé, n° 1459/1.

- Rapporteur : Mme Karine Lalieux.

- Exposé introductif du ministre du Climat et de l'Énergie.

- La discussion générale et la discussion des articles ont été clôturées.

- Sont intervenus : MM. Willem-Frederik Schiltz, Peter Logghe, Peter Dedecker, Karel Uyttersprot et Mmes Karine Lalieux, Ann Vanheste, Maya Detiège, Katrin Jadin et Liesbeth Van der Auwera.

- Des amendements ont été déposés par M. Logghe et M. Dedecker.

- Tous les amendements ont été rejetés et les articles des deux projets de loi ont été adoptés sans modification.

- L'ensemble des deux projets de loi a été, moyennant quelques corrections techniques, adopté à l'unanimité.

Question de Mme Liesbeth Van der Auwera au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les investissements dans les réseaux intelligents d'électricité en Belgique" (n° 4854).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

Question de M. Kristof Calvo au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le suivi financier du projet MYRRHA" (n° 4953).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

Questions jointes :

- Question de M. Peter Logghe au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le projet de loi relatif à la régulation comme filet de sécurité et la critique de la CREG" (n° 5006).

- Question de M. Willem-Frederik Schiltz au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'avis de la CREG concernant le projet de texte de loi pour le "Filet de sécurité" contre les fluctuations non justifiées des prix de l'énergie" (n° 5033).

- Question de M. Kristof Calvo au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les remarques formulées par la CREG au sujet du projet de texte concernant le 'mécanisme du filet de sécurité'" (n° 5123).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

Question de M. Willem-Frederik Schiltz au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les critiques de la CREG concernant la qualité des différents paramètres utilisés pour déterminer les prix du gaz" (n° 5034).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

Question de M. Damien Thiéry au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'usage des langues dans les GPS en ce qui concerne les dénominations des rues en Région bruxelloise" (n° 5061).

- Question de Mme Maya Detiège à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le tarif social en matière d'énergie" (n° 5111).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

- Question de M. Peter Logghe au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les bornes électriques" (n° 5121).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

- Question de M. Willem-Frederik Schiltz au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la suppression d'une série d'articles de loi qui règlent les tarifs d'injection des installations de production d'une puissance supérieure à 5 mégawatts" (n° 5129).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

Proposition de loi (Olivier Deleuze, Kristof Calvo) instaurant une taxe sur les bénéfices des centrales nucléaires amorties en vue d'assurer une meilleure ouverture du marché belge de l'électricité, de promouvoir les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique et de réduire le coût global de l'énergie, n° 732/1.

- Exposé de M. Olivier Deleuze des amendements qu'il a déposés.

Proposition de loi (Liesbeth Van der Auwera, Raf Terwingen, Catherine Fonck, Joseph George) établissant une taxe sur les combustibles nucléaires, n° 1307/1.

- Rapporteur : Mme Karine Lalieux.  
- Exposé introductif de M. Joseph George.

Proposition de loi (Bert Wollants, Peter Dedecker, Peter Luykx, Karel Uyttersprot, Flor Van Noppen) modifiant, en ce qui concerne l'établissement d'une taxe sur la capacité thermique des centrales nucléaires, la loi du 11 avril 2003 sur les provisions constituées pour le démantèlement des centrales nucléaires et pour la gestion des matières fissiles irradiées dans ces centrales, n° 1234/1.

- Rapporteur : M. Philippe Blanchart  
- Exposé introductif de M. Bert Wollants.

Proposition de loi (Bruno Tobbyack) modifiant la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité en ce qui concerne la création d'une Centrale d'achat publique pour l'électricité, n° 1445/1.

- Rapporteur : M. Bert Wollants.  
- Exposé introductif de M. Bruno Tobbyack.

Prochaine réunion : mardi 14 juin 2011.

## Justice

---

COMMISSION DE LA JUSTICE

*Président : Mme Sarah Smeyers*

➤ **MARDI 7 JUIN 2011**

Echange de vue avec le Conseil consultatif de la magistrature concernant son fonctionnement.

- L'échange de vues a eu lieu.

Questions jointes :

- Question de Mme Carina Van Cauter au ministre de la Justice sur "les présidents des tribunaux du travail qui tirent la sonnette d'alarme" (n° 4757).

- Question de M. Georges Gilkinet au ministre de la Justice sur "les problèmes persistants au niveau des tribunaux du travail, notamment à la suite du transfert vers eux des dossiers de règlement collectif de dettes" (n° 5130).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de M. Raf Terwingen au ministre de la Justice sur "le budget de la Commission d'aide financière aux victimes d'actes intentionnels de violence et aux sauveteurs occasionnels" (n° 4822).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de M. Theo Francken au ministre de la Justice sur "la remise en liberté provisoire en vue de l'éloignement du territoire" (n° 4852).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de Mme Kristien Van Vaerenbergh au ministre de la Justice sur "les écoutes, la prise de connaissance et l'enregistrement de communications et de télécommunications privées" (n° 4855).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de Mme Kristien Van Vaerenbergh au ministre de la Justice sur "les frais médicaux des détenus" (n° 4856).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de M. Olivier Henry au ministre de la Justice sur "la valeur juridique des documents numériques" (n° 4873).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de Mme Linda Musin au ministre de la Justice sur "la mise en application effective du plan de détention individuel" (n° 4956).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de M. Raf Terwingen au ministre de la Justice sur “l’application de l’assistance judiciaire et le lien avec l’aide juridique de deuxième ligne” (n° 4974).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de M. Rachid Madrane au ministre de la Justice sur “le sort des travaux à la prison de Saint-Gilles et le Masterplan bis” (n° 5019).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de M. Rachid Madrane au ministre de la Justice sur “le budget consacré à l’Institut de formation judiciaire” (n° 5038).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de Mme Karine Lalieux au ministre de la Justice sur “la situation du ministère public et de la magistrature assise” (n° 5108).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de Mme Karine Lalieux au ministre de la Justice sur “les libérations sous conditions d’inculpés pour cause de délai déraisonnable de jugement” (n° 5109).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de M. Servais Verherstraeten au ministre de la Justice sur “les nombreuses absences de magistrats en raison de congés de maladie” (n° 5110).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de Mme Kristien Van Vaerenbergh au ministre de la Justice sur “les plans d’entretien et de sauvegarde de JustScan” (n° 5122).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de M. Peter Logghe au ministre du Climat et de l’Énergie sur “les caméras de télévision intégrées et le respect de la vie privée” (n° 5128).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de M. Georges Gilkinet au ministre de la Justice sur “les suites de l’arrêt de la Cour de cassation concernant le dossier KB Lux” (n° 5131).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de Mme Nahima Lanjri au ministre de la Justice sur “le développement d’une banque de données centrale pour l’enregistrement des mineurs étrangers non accompagnés et la professionnalisation de leur accompagnement” (n° 5136).

- Le ministre de la Justice a répondu.

➤ **MERCREDI 8 JUIN 2011**

Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "le placement familial" (n° 4732).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

Question de M. Bert Schoofs au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "la définition insuffisante de la notion de 'frais extraordinaires' dans la loi du 19 mars 2010" (n° 5068).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

Question de M. Bert Schoofs au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "l'élaboration d'un projet parental lors d'un divorce" (n° 5069).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

Question de M. Bert Schoofs au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "le besoin d'informations concernant les conséquences du divorce" (n° 5070).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

Question de M. Bert Schoofs au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "la remise de pièces relatives à la situation financière des ex-partenaires lors d'un divorce ou après ce dernier" (n° 5071).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérale sur "la coparenté" (n° 5165).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Raf Terwingen, Sonja Becq, Nahima Lanjri, Marie-Christine Marghem, Stefaan Vercamer, Sarah Smeyers, Sabien Lahaye-Battheu, Valérie Déom, Catherine Fonck, Muriel Gerkens) instaurant un statut de protection global des personnes majeures incapables, n° 1009/1.

- Proposition de loi (Muriel Gerkens, Stefaan Van Hecke, Meyrem Almaci, Zoé Genot, Eva Brems, Wouter De Vriendt) instaurant un régime global d'administration provisoire des biens et des personnes, n° 55/1.

(Continuation). (Rapporteurs : MM. Christian Brotcorne et Stefaan Van Hecke).

- La discussion générale a été entamée.

Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Christian Brotcorne, Sonja Becq, Stefaan Van Hecke, Ronny Balcaen, Marie-Christine Marghem, Sabien Lahaye-Battheu) portant création d'un tribunal de la famille et de la jeunesse, n°s 682/1 à 6.

Avis du Conseil d'Etat.

- Proposition de loi (Sonja Becq, Raf Terwingen, Liesbeth Van der Auwera, Servais Verherstraeten) modifiant la législation en ce qui concerne l'accès des mineurs à la justice et instituant les avocats des mineurs, n° 738/1.

- Proposition de loi (Sonja Becq, Raf Terwingen, Liesbeth Van der Auwera, Servais Verherstraeten) modifiant diverses dispositions relatives au droit des mineurs d'être entendus par le juge, n° 739/1.

- Proposition de loi (Sabien Lahaye-Battheu, Carina Van Cauter, Patrick Dewael) ouvrant l'accès à la justice aux mineurs et instituant les avocats des mineurs, n° 944/1.

- Proposition de loi (Sabien Lahaye-Battheu, Carina Van Cauter, Patrick Dewael) modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne un mode alternatif de règlement des litiges, n° 1224/1.

(Continuation). (Rapporteur : Mme Kristien Van Vaerenbergh).

- La discussion a été poursuivie.

- La commission a décidé de demander l'avis écrit de l'Office national d'allocations familiales.

Prochaine réunion : mardi 14 juin 2011.

## Intérieur

COMMISSION DE L'INTÉRIEUR, DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

*Président : M. Siegfried Bracke*

### ➤ **MARDI 7 JUIN 2011**

Question de Mme Linda Musin à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “les retards dans la formation certifiée de 20 000 fonctionnaires” (n° 2857).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

Question de M. Kristof Calvo à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “l'évolution du télétravail parmi les fonctionnaires fédéraux” (n° 4916).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

Question de M. Kristof Calvo à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “l'état d'avancement de la mise en place du secrétariat social” (n° 4917).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

Question de M. Kristof Calvo à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “le programme de formation au leadership et au management” (n° 4918).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

### ➤ **MERCREDI 8 JUIN 2011**

Questions jointes :

- Question de M. Gerolf Annemans au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur “l'interprétation de la notion de ‘charge déraisonnable pour le système d'aide sociale du royaume’ pour mettre fin au droit de séjour de citoyens de l'Union européenne non économiquement actifs” (n° 4825).

- Question de M. Gerolf Annemans au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur “la consultation par l'Office des Étrangers de la Banque Carrefour de la sécurité sociale en vue de mettre fin au droit de séjour de citoyens de l'Union européenne non économiquement actifs, qui représentent une charge déraisonnable pour le système d'aide sociale du royaume” (n° 4829).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

Question de Mme Daphné Dumery au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur “le nombre de Tunisiens possédant un permis de séjour italien” (n° 4847).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.



Question de Mme Daphné Dumery au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "le refus de Malte de collaborer aux missions de Frontex" (n° 4870).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

Question de Mme Daphné Dumery à la ministre de l'Intérieur sur "la modification récente de la législation hongroise sur la nationalité" (n° 4874).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

Question de M. Theo Francken au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "le vol de rapatriement du 19 mai 2011 vers le Kosovo et la Macédoine" (n° 5054).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

Question de Mme Daphné Dumery au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "l'utilisation abusive du système de délivrance des visas" (n° 5094).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

Proposition de loi (Nahima Lanjri, Sonja Becq, Leen Dierick, Catherine Fonck) modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, en vue de l'octroi d'une autorisation de séjour temporaire au mineur étranger non accompagné, n°s 288/1 à 4. (Continuation, clôture et votes). (Rapporteur : M. Theo Francken). Amendements de Mmes Lanjri , Fonck, Galant, Temmerman, Lalieux et Genot et MM. Francken et Van Esbroeck.

- La discussion a été clôturée. Sont intervenus : MM. Theo Francken et Bart Somers et Mmes Daphé, Dumery, Nahim Lanjri et Zoé Genot.

- Des amendements ont été déposés Mme Dumery et M. Degroote, Mmes Dierick, Lanjri, Delacroix-Rolin, Temmerman et MM. Somers et Madrane.

- Les amendements n°s 15, 17 et 20 ont été retirés.

- Les amendements n°s 1 à 5, 6 *partim*, 7 à 13, 28 et 29 ont été adoptés.

- Les amendements n°s 6 *partim*, 22 et 30 sont devenus sans objet.

- Tous les autres amendements ont été rejetés.

- A l'unanimité, la commission a décidé de déroger à l'article 82 du Rgt, et de procéder immédiatement au vote sur l'ensemble de la proposition de loi.

- L'ensemble de la proposition de loi ainsi amendée, a été adopté par 11 voix contre une et 4 abstentions.

Proposition de loi (Nahima Lanjri, Sonja Becq, Leen Dierick, Catherine Fonck, Myriam Delacroix-Rolin) insérant un article 74/9 dans la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, en ce qui concerne l'interdiction de détention d'enfants en centres fermés, n°s 326/1 à 3. (Continuation, clôture et votes). (Rapporteur : Mme Zoé Genot).

Amendement de Mmes Genot et Brems.

- La discussion a été poursuivie. Sont intervenus : MM. Theo Francken, Bart Somers, Rachid Madrane et Mmes Nahima Lanjri et Karin Temmerman

- Des amendements ont été déposés par M. Madrane et Mmes Lanjri, Fonck, Delacroix-Rolin et Temmerman.

Prochaine réunion : mardi 14 juin 2011.

### **Santé publique**

---

COMMISSION DE LA SANTÉ PUBLIQUE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DU RENOUVEAU DE LA SOCIÉTÉ

*Président : M. Hans Bonte*

#### ➤ **MARDI 7 JUIN 2011**

Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "la mise en oeuvre des mesures d'assouplissement proposées par l'AFSCA" (n° 4944).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

Question de M. Franco Seminara à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "l'inhalation de Malathion" (n° 4947).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

Questions jointes :

- Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "la bactérie 'tueuse' dans les légumes" (n° 5016).

- Question de M. Franco Seminara à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "le risque d'intoxication alimentaire liée à la bactérie E. coli" (n° 5017).

- Question de M. Damien Thiéry à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "la gestion par notre pays des risques de contamination alimentaire par la bactérie E coli" (n° 5099).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "la position défendue par la Belgique en ce qui concerne l'étiquetage de la viande issue d'animaux abattus sans étourdissement" (n° 5051).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "les pesticides en Europe" (n° 5119).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

Proposition de loi (Bart Somers, Carina Van Cauter, Gwendolyn Rutten, Sabien Lahaye-Battheu, Ine Somers) modifiant la législation en vue de résoudre la crise de l'asile, n°s 813/1 à 7. (Continuation). (Rapporteur : M. Franco Seminara).

Amendements de Mmes Rita De Bont, Sarah Smeyers et consorts, Karin Temmerman et consorts et M. Bart Somers et consorts.

- Des sous-amendements (à l'amendement n° 15) ont été déposés par Mmes Van den Ende et Smeyers et consorts.

- La commission a décidé à l'unanimité de demander l'avis écrit de Fedasil, OE, VVSG, UVCW, OIM, UNHCR, CIRE et « Vluchtelingennetwerk Vlaanderen ».

L'indépendance des experts médicaux - Auditions de :

- INAMI : dr. Marc Van de Casteele (médecin inspecteur);

- Centre fédéral d'expertise des soins de santé : M. Jean-Pierre Closon (Directeur général adjoint);

- Conseil supérieur de la santé : prof Jean Nève (Président) et dr. André Pauwels (Coordinateur);

- AFMPS : M. Xavier De Cuyper (Administrateur général).

### ➤ **MERCREDI 8 JUIN 2011**

Proposition de loi (Catherine Fonck) modifiant la loi du 14 juin 2002 relative aux soins palliatifs, n° 201/1.

- Rapporteur : M. Manu Beuselinck.

- La commission a décidé d'organiser des auditions.

- La commission a également décidé de demander à la Cour des comptes de donner une estimation concernant les nouvelles dépenses (Rgt, art. 79).

Proposition de résolution (Catherine Fonck, Nathalie Muylle) relative à une amélioration de l'offre de soins palliatifs en vue d'une meilleure adéquation aux besoins, n°s 330/1 à 3.

Amendements de Mme De Bont.

- Rapporteur : M. Franco Seminara.

- Des amendements ont été déposés par Mmes Somers, Lambert et consorts et Mme Muylle.

- La discussion a été clôturée.

- Les amendements n°s 4 à 6 et 8 à 12 ont été adoptés.

- La proposition de résolution, ainsi amendée, a été adoptée à l'unanimité.

Proposition de résolution (Nathalie Muylle, Nahima Lanjri, Sonja Becq) relative à une consommation rationnelle de médicaments dans les maisons de repos et de soins, n°s 268/1 et 2.

- Rapporteur : Mme Maya Detière.
- Exposé introductif de l'auteur principal.

Projet de loi interdisant la publicité et réglementant l'information relatives aux actes d'esthétique médicale - Transmis par le Sénat, n° 1487/1.

Proposition de loi jointe :

- Proposition de loi (Thierry Giet, Colette Burgeon, Franco Seminara, Marie-Claire Lambert, Yvan Mayeur) visant à encadrer et à réglementer la pratique et la publicité de la chirurgie et de la médecine esthétique, n° 783/1.

- Rapporteur : Mme Annick Van den Ende.
- L'auteur principal de la proposition de loi n° 783/1 a demandé la disjonction de la proposition.
- La discussion a été clôturée.
- Les articles ont successivement été adoptés.
- La proposition de loi a été adoptée à l'unanimité, sans modification.

Question de Mme Colette Burgeon à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'efficacité du baclofène dans le traitement de l'addiction à l'alcool" (n° 4888).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

Question de Mme Colette Burgeon à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'efficacité d'un traitement antirétroviral de prévention contre le VIH" (n° 4889).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

Question de Mme Reinilde Van Moer à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les conditions pour pouvoir bénéficier d'une gastroplastie" (n° 4930).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

Question de Mme Maggie De Block à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le retard de la Belgique concernant le remboursement de médicaments pour les patients souffrant de mélanome" (n° 4936).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

Question de Mme Muriel Gerrens à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le respect des rémunérations et des conditions de stage des candidats médecins spécialistes" (n° 4941).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

Question de M. Franco Seminara à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la pratique de la coloration sur les chiens dans les salons de toilettage" (n° 4948).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

Question de M. Daniel Bacquelaine à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le remboursement du 'Transcatheter Aortic Valve Implantation - TAVI'" (n° 4988).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

Question de Mme Reinilde Van Moer à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'interdiction des sirops pour la toux pour les enfants de moins de douze ans" (n° 5050).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

Question de M. Christian Brotcorne à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les numéros INAMI provisoires attribués aux diplômés en kinésithérapie" (n° 5065).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

Question de Mme Sonja Becq à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la lutte contre l'obésité" (n° 5078).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

Prochaine réunion : mardi 14 juin 2011.

## Finances et Budget

COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET

*Président : Mme Muriel Gerkens*

### ➤ **MARDI 7 JUIN 2011**

Proposition de loi (David Clarinval, Damien Thiéry, Philippe Goffin, Josy Arens) relative au taux réduit de TVA pour la démolition et la reconstruction des bâtiments d'habitation, n°s 731/1 et 2. (Continuation). (Rapporteur : M. Georges Gilkinet).

- Audition de représentants de l'Union professionnelle du secteur immobilier.

- Exposé de MM. Olivier Carrette et Laurent Stalens de l'Union professionnelle du secteur immobilier.

MM. Philippe Goffin, Joseph Arens et Olivier Henry et Mmes Muriel Gerkens et Veerle Wouters ont posé des questions.

Propositions de loi et de résolution jointes :

- Proposition de résolution (Christian Brotcorne, Catherine Fonck, Annick Van Den Ende) demandant une amélioration du fonctionnement du Service des créances alimentaires (SECAL), n°s 215/1 et 2.

- Proposition de loi (Muriel Gerkens, Meyrem Almaci, Zoé Genot) modifiant la loi du 21 février 2003 créant un Service des créances alimentaires au sein du SPF Finances, n° 491/1.

- Proposition de loi (Maya Detiège, Bruno Tobback, Dirk Van der Maelen, Peter Vanvelthoven) modifiant la loi du 21 février 2003 créant un Service des créances alimentaires au sein du SPF Finances, n°s 1381/1 et 2.

(Continuation). (Rapporteur : M. Steven Vandeput).

- Rapporteur : Mme Christiane Vienne

- Exposé introductif des auteurs respectifs des propositions de loi et de la proposition de résolution.

- La discussion a été poursuivie. Sont intervenus : Mmes Christiane Vienne, Muriel Gerkens, Sonja Becq, Veerle Wouters et Maya Detiège.

- La commission a décidé de demander l'avis du Comité d'avis pour l'Emancipation sociale.

Proposition de loi (David Clarinval, Damien Thiéry, Philippe Goffin, Josy Arens) relative au taux réduit de TVA pour la démolition et la reconstruction des bâtiments d'habitation, n°s 731/1 et 2. (Continuation). (Rapporteur : M. Georges Gilkinet)

- Des amendements ont été déposés par Mme Gerkens et consorts.

Proposition de loi (Gwendolyn Rutten, Willem-Frederik Schiltz, Ine Somers) modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne la réduction d'impôt pour les travaux de rénovation effectués dans des habitations privées, n° 594/1.

- Rapporteur : M. Franco Seminara.

- Exposé introductif de Mme Gwendolyn Rutten.

- La discussion a été entamée. Sont intervenus : Mme Muriel Gerkens et M. Dirk Van der Maelen.

- La commission a décidé à l'unanimité de demander l'avis de la Cour des comptes.

Question de M. David Geerts au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “les mesures compensatoires en faveur du secteur horeca” (n° 4931).

- Le secrétaire d'Etat à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances a répondu.

Questions jointes :

- Question de Mme Carina Van Cauter au ministre de la Justice sur “la construction d'un centre de psychiatrie légale à Gand” (n° 4934).

- Question de Mme Carina Van Cauter au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “la construction d'un centre de psychiatrie légale à Gand” (n° 4935).

- Le secrétaire d'Etat à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances a répondu.

Question de Mme Ann Vanheste au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “le fonctionnement des comités d'acquisition et ses conséquences” (n° 4938).

- Le secrétaire d'Etat à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances a répondu.

Question de Mme Meyrem Almaci au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “Dexia” (n° 4967).

- Le secrétaire d'Etat à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances a répondu.

Question de Mme Meyrem Almaci au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “la réduction des amendes dans le cadre de l'amnistie fiscale” (n° 4968).

- Le secrétaire d'Etat à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances a répondu.

Question de Mme Meyrem Almaci au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “les investissements étrangers” (n° 4976).

- Le secrétaire d'Etat à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances a répondu.

Question de Mme Meyrem Almaci au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “le financement de la production d’armes à sous-munitions” (n° 4977).

- Le secrétaire d’Etat à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances a répondu.

Question de Mme Ann Vanheste au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “le régime de la caution locative” (n° 4999).

- Le secrétaire d’Etat à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances a répondu.

Question de M. Dirk Van der Maelen au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “les demandes de régularisation fiscale des contribuables figurant sur la liste HSBC” (n° 5052).

- Le secrétaire d’Etat à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances a répondu.

Question de Mme Veerle Wouters au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “l’application de la clause de la maison mortuaire” (n° 5077).

- Le secrétaire d’Etat à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances a répondu.

Question de M. Karel Uyttersprot au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “la destination de la caserne hollandaise de Termonde” (n° 5086).

- Le secrétaire d’Etat à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances a répondu.

Question de Mme Veerle Wouters au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “le fonctionnement de Fisconetplus et la disponibilité d’une législation fiscale officieusement coordonnée” (n° 5126).

- Le secrétaire d’Etat à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances a répondu.

Question de Mme Veerle Wouters au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “la déclaration préremplie dans le cas de pensionnés l’année du décès d’un conjoint” (n° 5127).

- Le secrétaire d’Etat à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances a répondu.

Prochaine réunion : mercredi 15 juin 2011.



## Naturalisations

---

COMMISSION DES NATURALISATIONS

*Président : Mme Jacqueline Galant*

➤ **MARDI 7 JUIN 2011**

Réunion à huis clos

Examen des dossiers à propos desquels les chambres ne sont pas parvenues à une décision unanime.

- La commission a examiné les dossiers à propos desquels les chambres ne sont pas parvenues à une décision unanime.

Examen des dossiers évoqués par les membres.

Prochaine réunion : mardi 14 juin 2011.

## Infrastructure

---

COMMISSION DE L'INFRASTRUCTURE, DES COMMUNICATIONS ET DES ENTREPRISES PUBLIQUES

*Président : Mme Maggie De Block*

➤ **MARDI 7 JUIN 2011**

*Réunion commune avec la commission Finances et Affaires économiques du Sénat.*

La situation financière du Groupe SNCB.

Auditions de :

- M. Jannie Haek, administrateur délégué de la SNCB Holding;
- M. Marc Descheemaeker, administrateur délégué de la SNCB;
- M. Geert Pauwels, administrateur délégué de la SNCB Logistics;
- M. Luc Lallemand, administrateur délégué d'Infrabel.

- Rapporteurs : MM. Steven Vandeput et François Bellot.

- Exposé introductif des invités.

- Un échange de vues a eu lieu. Sont intervenus : MM. Steven Vandeput, David Geerts, Christophe Bastin, Mme Linda Musin, MM. Tanguy Veys, Servais Verherstraeten, Mme Valérie De Bue, MM. Ronny Balcaen, Stefaan Van Hecke, François Bellot (S), Guido De Padt (S) et Mme Marie Arena (S).

Réunion prochaine : mardi 14 juin 2011.

## Défense nationale

---

COMMISSION DE LA DÉFENSE NATIONALE

*Président : M. Filip De Man*

### ➤ **MERCREDI 8 JUIN 2011**

Proposition de loi (Filip De Man, Gerolf Annemans, Peter Logghe, Bert Schoofs) modifiant la législation en ce qui concerne la suppression de la Sûreté de l'Etat, n° 894/1.

- Rapporteur: Mme Annick Ponthier.
- Exposé introductif de M. Filip De Man.
- La discussion a eu lieu. Sont intervenus : Mme Karolien Grosemans et M. Filip De Man.
- L'article 1, et par conséquent l'ensemble de proposition de loi, ont été rejetés par 11 voix contre 1.

Proposition de loi (Filip De Man, Annick Ponthier, Tanguy Veys) modifiant la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée en ce qui concerne le dépôt du rapport, n° 930/1.

- Rapporteur: M. Bert Maertens.
- Exposé introductif de Mme Annick Ponthier.
- La discussion a eu lieu. Sont intervenus : Mme Annick Ponthier et M. Bert Maertens.
- L'article 1, et par conséquent l'ensemble de la proposition de loi, ont été rejetés par 8 voix contre 5.

Proposition de loi (Annick Ponthier, Filip De Man, Tanguy Veys) modifiant la loi du 1er mars 1958 relative au statut des officiers de carrière des forces armées en ce qui concerne le statut des princes de la famille royale, n° 1430/1.

- Rapporteur: M. Theo Francken.
- Exposé introductif de Mme Annick Ponthier.
- La discussion a eu lieu. M. Theo Francken a pris la parole.
- L'article 1, et par conséquent l'ensemble de la proposition de loi, ont été rejetés par 8 voix contre 5.

Proposition de résolution (David Geerts, Anthony Dufrane) relative au suivi des risques sanitaires pour les militaires ayant travaillé avec le système de défense antiaérienne HAWK, n°s 258/1 à 3.

- Rapporteur: M. Philippe Blanchart.
- Exposé introductif de M. David Geerts.
- La discussion a eu lieu. Sont intervenus : MM. Anthony Dufrane, Herman De Croo, David Geerts, Filip De Man, Gerald Kindermans, Denis Ducarme, Wouter De Vriendt et Mme Karolien Grosemans.

Proposition de résolution (Annick Ponthier, Hagen Goyvaerts, Filip De Man, Tanguy Veys) visant à mettre fin au détachement de membres du personnel de la Défense sur le yacht privé du roi Albert, aux frais du contribuable, n° 1486/1.

- Rapporteur: Mme Karolien Grosemans
- Exposé introductif de Mme Annick Ponthier.
- La proposition de résolution a été rejetée par 9 voix contre 5.

Prochaine réunion : mardi 14 juin 2011.

### **Sous-comm. "Sécurité nucléaire"**

---

SOUS-COMMISSION DE LA SÉCURITÉ NUCLÉAIRE

*Président : M. Willem-Frederik Schiltz*

#### ➤ **MERCREDI 8 JUIN 2011**

Ordre des travaux:

- l'incident survenu à Fleurus en août 2008;
- l'exportation de matériel nucléaire;
- divers.

Prochaine réunion : mercredi 15 juin 2011.

### **Concertation parlementaire**

---

COMMISSION PARLEMENTAIRE DE CONCERTATION

*Présidents : MM. André Flahaut et Danny Pieters (S)*

#### ➤ **JEUDI 9 JUIN 2011**

Projet de loi-programme (I), n° 53-1481/1.

Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

Le délai d'évocation est fixé à 5 jours et le délai d'examen à 20 jours.